

La maladie de Lyme fait polémique: un docteur du CHU de Nice a décidé de mener l'enquête

Par Nancy Cattan Le 24/11 à 11h30 MàJ 25/11 à 11h31

Le docteur Jacques Durant, du CHU de Nice, a mené l'enquête et confirmé l'existence de 51 cas de contamination dans les Alpes-Maritimes en deux ans.

Une polémique sans fin. La maladie de Lyme, due à une bactérie, appelée *Borrelia*, et transmise par piquûre d'une certaine espèce de tiques, est un véritable cas d'école de rupture entre le corps médical et les malades.

Au cœur de la polémique, cette question: "*Existe-t-il une forme chronique que les tests actuels (recherche d'anticorps) ne parviennent pas à dépister?*"

Qui en appelle une autre: "*Peut-on traiter des personnes sans être sûr qu'elles sont atteintes de la maladie?*" Pendant que les sociétés savantes pointent un surdiagnostic et un surtraitement dénués de preuves scientifiques, des malades crient leurs souffrances et dénoncent le manque d'écoute, voire le rejet dont ils font l'objet.

Intrigué par cette polémique, le Dr Jacques Durant, infectiologue au CHU de Nice, centre de compétence pour la maladie de Lyme, a décidé de mener l'enquête.

Depuis deux ans, il reçoit des patients adressés par leurs médecins pour une suspicion de maladie de Lyme. Quelque 200 personnes au total, des femmes en majorité (60%), et âgées en moyenne de 49 ans. Et d'emblée, il veut en finir avec le dogme selon lequel il n'y aurait pas de Lyme dans le département des Alpes-Maritimes.

Considérés comme "psy"

"Beaucoup de médecins en sont encore convaincus, alors que le premier cas de maladie de Lyme contracté dans le département - il s'agissait d'un employé du parc national du Mercantour - a été publié en 2016", précise le Dr Durant.

Résultat: des années d'errance médicale, à la recherche de réponses à leurs maux. "*J'ai prêté une oreille attentive, sans jugement, à ces malades parfois en grande souffrance physique et psychologique, rejetés, considérés souvent comme "psy" et j'ai réalisé la complexité clinique de la maladie*", témoigne le spécialiste.

S'affranchissant ainsi de toute idée préconçue, l'infectiologue leur a d'abord prescrit des examens d'imagerie et biologiques afin d'écartier tout autre diagnostic.

"Parmi les 200 patients, un certain nombre était en réalité atteint d'autres maladies: rhumatismes inflammatoires, sclérose en plaques, SLA, voire apnées du sommeil expliquant leurs symptômes. Ceux-là ont été pris en charge et ont bénéficié de traitements adaptés à leur pathologie. Mais 96 personnes présentaient effectivement le syndrome associant fatigue, douleurs et troubles cognitifs (dit SPPT) et caractéristique d'une forme chronique de Lyme selon la Haute Autorité de santé (HAS). Ils avaient été par ailleurs exposés dans des régions à risque."

Selon les critères des sociétés savantes, le Dr Durant n'aurait dû traiter par des antibiotiques que 14 personnes, soit celles qui avaient une sérologie positive.

"Mais j'ai décidé de traiter aussi les 82 autres patients, en dépit de leur sérologie négative ou douteuse. Et 51 d'entre eux se sont améliorés franchement. Soit 60% au total", se réjouit l'infectiologue.

Rappelons que la HAS elle-même a recommandé le traitement par antibiotiques des patients présentant un syndrome SPPT, même en cas de sérologie négative. En concluant qu'en cas d'amélioration de symptômes, une maladie de Lyme était probable ou possible. Mais fait extrêmement rare, les médecins n'ont pas accepté ces recommandations.

"Ce rapport a aggravé les tensions, les experts évoquant des "symptômes très subjectifs", très fréquents : "Tout le monde a des maux de tête, est fatigué, a des douleurs, des troubles de l'attention... on est en train de créer une maladie !", ont-ils déclaré."

L'étude du Dr Durant montre que la pathologie est complexe et demande plus d'investigations. Il reconnaît aussi que, parmi les patients qui lui ont été adressés, environ 10% souffraient en réalité de troubles psychiques: hypocondrie, dépression, stress post-traumatique...

Des profils qui "font peur" au corps médical. Mais qui ne l'autorisent pas pour autant à prendre le risque de laisser sur le bas-côté des malades qui réclament à juste titre une assistance.